

Numéro	DL260930-UAT02	
Nature de l'acte	Délibération	
Matière	Domaine – Autres actes de gestion du domaine privé	
Objet	Radiation de servitudes sur des parcelles au sein du Quartier Libermann au profit d'Habitat de l'III	

VILLE D'ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Extrait du registre des délibérations Conseil municipal du 30 septembre 2026 à la salle des fêtes municipale

L'an deux mil vingt-six le trente du mois de septembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil municipal s'est réuni à la salle des fêtes municipale - en session ordinaire - sur convocation et sous la présidence de Monsieur Thibaud PHILIPPS, Maire.

Etaient présents :

PHILIPPS Thibaud, Maire, MASSE-GRIESS Dominique, DREYFUS Elisabeth, RICHARD Yvon, RIMLINGER Barbara, MADANI Naïma, HAAS Philippe, Adjoints, TRAPPLER Francis, FELLMANN Evelyne, MARIVAL Sylvie, KIEHL Fabrice, BUCHHOLZER Jean-Christophe, LEVY Thomas, CLAUS Stéphanie, HERBEAULT Cédric, MONZINGER Nadine, CHABAN Ivan, TISSIER Elise, DURAND Jérémy, LOUIS Lucas, FRIEDRICH Marc, VIVET Laurent, Conseillers

Etaient absents :

- Monsieur FRUH Hervé
- Monsieur HURELLE Gautier
- Madame SEIGNEUR Sylvie
- Madame HECKEL Huguette
- Monsieur SAIDANI Lamjad
- Madame KAYSER Joëlle
- Monsieur SCHEUER Serge
- Madame FRUH Marie-José
- Madame DUFANT Véronique
- Monsieur BRANCHEREAU Loïc
- Madame VANDERLIEB Christine
- Monsieur MACIAZEK Pierre
- Madame MAGDELAINE Séverine

Secrétaire de séance : Monsieur Alexandre VINCENT-BEAUME,
Directeur général des services

Nombre de conseillers présents :	22
Nombre de conseillers votants :	22
Date de convocation et affichage :	24 septembre 2026
Date de publication de la délibération :	9 octobre 2026
Date de transmission au Contrôle de Légalité :	9 octobre 2026

Accusé de réception en préfecture
067-216702183-20260930-DL260930-UAT02-DE
Date de réception préfecture : 09/10/2026

Numéro	DL260930-UAT02	1/3
Matière	3.6. Domaine et patrimoine – Autres actes de gestion du domaine privé	

VII. URBANISME ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

2. RADIATION DE SERVITUDES AU PROFIT D'HABITAT DE L'ILL - QUARTIER LIBERMANN

Dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (ci-après « NPNRU »), qui concerne le quartier prioritaire de la Ville Libermann, Habitat de l'Ill procède à la cession de parcelles à L'Association Foncière Logement.

Parmi les parcelles faisant l'objet de cette opération de cession, trois sont grevées d'une servitude au profit d'un fonds appartenant à la Ville d'Illkirch-Graffenstaden.

Il s'agit des parcelles cadastrées suivantes :

- Section 39 n° 939/180 ;
- Section 39 n° 940/180 ;
- Section 39 n° 942 ;

Ces dernières font l'objet d'une servitude de passage et d'accès au bénéfice de la parcelle cadastrée section 39 n° 864, propriété de la Ville sur laquelle se trouve le Phare de l'Ill. Les servitudes ont été constituées à l'occasion de l'acquisition du bâtiment hébergeant le Phare de l'Ill, en 1998.

Toutefois, afin de permettre la bonne exécution des opérations de construction, la cession entre Habitat de l'Ill et l'Association Foncière Logement prévoit que les parcelles cédées soient vierges de toute servitude.

Ces servitudes constituées par acte du 4 mai 1998 ne sont aujourd'hui plus nécessaires pour accéder au Phare de l'Ill.

Dès lors, afin de permettre la réalisation de la cession et dans l'intérêt du NPNRU, il apparaît nécessaire que la Ville d'Illkirch-Graffenstaden renonce au bénéfice de ces servitudes.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil municipal,

VU le Code civil et notamment son article 686 ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2541-12 ;

Numéro	DL260930-UAT02	2/3
Matière	3.6. Domaine et patrimoine – Autres actes de gestion du domaine privé	

VU la délibération du Conseil municipal du 18 décembre 1997 portant acquisition du Centre socio-culturel Libermann ;

VU l'acte de vente en date du 4 mai 1998 reçu en la forme administrative par Monsieur Jacques BIGOT ;

CONSIDERANT que les constructions projetées dans le cadre du Nouveau programme de Renouvellement Urbain au sein du quartier Libermann impliquent la cession de plusieurs parcelles d'Habitat de l'III à l'Association Foncière Logement ;

CONSIDERANT qu'afin de permettre la bonne exécution des opérations, l'acte doit être vierge de toute servitude ;

CONSIDERANT que les servitudes d'accès constituées par l'acte de vente de 1998 susvisé sont devenues inutiles ;

CONSIDERANT dès lors qu'il appartient à la Ville de renoncer au bénéfice de ces servitudes ;

Après en avoir délibéré,

Sur avis favorable de la Commission Urbanisme et aménagement du territoire du 17 septembre 2026,

DECIDE

ARTICLE 1^{er} :

La Ville d'Illkirch-Graffenstaden renonce au bénéfice des servitudes suivantes, constituées par acte de vente du 4 mai 1998 reçu en la forme administrative par Monsieur Jacques BIGOT et inscrites au Livre Foncier :

Date de dépôt : 25/05/1998

Numéro AMALFI : S2008ILL007792

Libellé : Servitude de passage et d'accès

Fonds servants :

ILLKIRCH GRAFFENSTADEN : Section 39 n° 939/180

ILLKIRCH GRAFFENSTADEN : Section 39 n° 940/180

ILLKIRCH GRAFFENSTADEN : Section 39 n° 942/106

Fonds dominants :

ILLKIRCH GRAFFENSTADEN : Section 39 n° 864/180

ARTICLE 2 :

Numéro	DL260930-UAT02	3/3
Matière	3.6. Domaine et patrimoine – Autres actes de gestion du domaine privé	

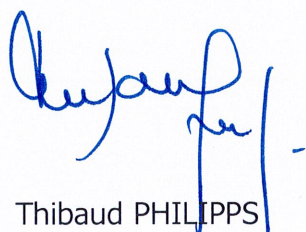
Monsieur le Maire, ou son représentant, est autorisé à signer tout acte authentique ou sous seing privé, ainsi que tout document nécessaire à la formalisation de cette renonciation, et à accomplir ou faire accomplir toutes formalités de publicité foncière et administratives y afférentes.

ADOpte LA PRÉSENTE DÉLIBÉRATION

L'UNANIMITÉ

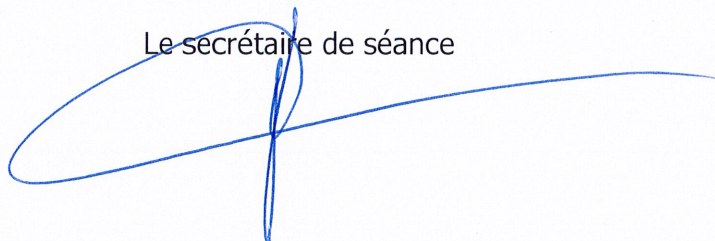
Pour extrait conforme

Le Maire


Thibaud PHILIPPS



Le secrétaire de séance



Alexandre VINCENT-BEAUME

Voies et délais de recours : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal administratif de Strasbourg sis 31, avenue de la Paix – BP 51038 67070 Strasbourg Cedex, ou via l'application « Télérecours » sur le site internet <https://www.telerecours.fr> (articles R.414-1 et R. 414-2 du code de justice administrative) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative.

L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.